

Congrès AFSP Strasbourg 2011
ST 9 Ni guerre, ni paix : enquêtes sur les ordres politiques disloqués

Benjamin Gourisse
EHESS, CETOBAC
b.gourisse@voila.fr

Pénétration de l'État et violence physique
Le triptyque participation électorale – pénétration de l'État – violence
armée en Turquie (1975-1980)

Résumé : Nous analysons comment la violence physique devient un mode d'interaction banalisé dans le champ politique turc des années 1975-1980. À rebours des analyses liant l'usage de la violence aux positions de marginalité ou au manque de ressources des agents, nous montrons que ce sont précisément les positions occupées par les groupes dans l'appareil d'État qui leur permettent de développer des activités de violence physique en toute impunité. On est alors amené à remarquer une continuité entre activités conventionnelles et non conventionnelles, entre secteurs étatiques et criminels en Turquie pendant la seconde moitié des années 1970.

Abstract: We analyse how physical violence becomes a usual way to interact in the Turkish political field between 1975 and 1980. Contrary to the studies that link the use of violence to marginal positions or to a lack of resources, we show that it is precisely the position occupied by specific groups within the state apparatus that allow them to make use of physical violence with complete impunity. One can therefore notice the continuity between conventional and unconventional activities and between state and criminal sectors in Turkey during the second half of the 1970s.

La situation sociopolitique turque de la seconde moitié des années 1970 se caractérise par la multiplication des mobilisations sociales et politiques, animées par des organisations radicales, d'extrême gauche et d'extrême droite nationaliste¹, dont les interactions provoquent une augmentation régulière de la violence jusqu'au coup d'État militaire du 12 septembre 1980. À la veille de l'intervention militaire, la situation politique, économique et sociale est perçue par l'ensemble des acteurs sociaux comme un chaos généralisé². Les mobilisations sociales prennent une ampleur inédite. Les ouvriers et les étudiants animent quasi continuellement des campagnes locales ou nationales de mouvements sociaux. Les membres de la fonction publique, enseignants comme policiers, se mobilisent également et manifestent dans la rue leur hostilité aux gouvernements. Les altercations entre les militants radicaux sont de plus en plus fréquentes, et le nombre de morts augmente de façon continue. Dès 1977, le

¹ L'ensemble des organisations d'extrême droite dont il sera question ici forme ce qu'il est convenu d'appeler le « Mouvement nationaliste ». Il s'agit d'un réseau d'organisations centralisé par un parti politique, le Parti de l'action nationaliste (*Milliyetçi Hareket Partisi*, MHP), visant à l'encadrement et à la politisation de l'électorat par secteurs d'activité. En Turquie, les organisations et les membres du Mouvement se définissent comme « idéalistes » (*ülküçü*). Ces différents termes seront donc employés pour désigner le réseau d'organisations constitué par le MHP à partir de la seconde moitié des années 1960.

² Bozarslan (H.), « Le chaos après le déluge ? Notes sur la crise turque des années 70 », *Cultures & Conflits*, n° 24-25, hiver- printemps 1996-1997, pp. 73-97.

quotidien *Milliyet* déplore « une situation de guerre de rue »³. Des milices se constituent et exercent un contrôle territorial sur des quartiers de grandes villes ou en zones rurales. Les assassinats, les attentats et les fusillades deviennent quotidiens. L'État perd le contrôle de parties entières de son territoire, dans lesquelles les habitants subissent la domination des milices, seules capables d'assurer leur sécurité face aux unités du bord adverse⁴. Pendant l'été 1980, les affrontements entre extrêmes causent près de vingt morts par jour. Le nombre de morts passe de 4 en 1974 à 1939 pour les neuf premiers mois de l'année 1980 précédant l'intervention militaire. Dans les provinces, les représentants de l'État subissent les intimidations et les menaces des groupes militarisés opposés aux partis au pouvoir, désirant garder la main sur des ressources locales. Dans ce contexte, la violence et les illégalismes deviennent des modalités d'action politique routinières.

Politiquement, les gouvernements se succèdent à un rythme soutenu à partir de 1974⁵. Chaque alternance donne lieu au renouvellement d'une partie importante de l'administration, dont les membres, regroupés en organisations concurrentes, se mobilisent et politisent leurs pratiques professionnelles pour soutenir le parti qui a présidé à leur nomination. Si l'État semble donc dépassé dans sa fonction de maintien de l'ordre, il subit également une perte d'autonomie. Il est alors perçu, par l'ensemble des acteurs sociaux, comme une arène de concurrence entre organisations radicales désireuses d'accéder à ses ressources et à ses positions. Dans la presse, les mots « anarchie », « terreur » et « chaos » sont les plus employés pour décrire la situation, et la production scientifique consacrée à la période contribue à en faire une « crise généralisée » ou un chaos total.

La grande majorité des travaux consacrés à cette crise repose sur les trois postulats que sont la symétrie des ressources et des positions de l'extrême gauche et du Mouvement nationaliste⁶, la faillite d'un État se retrouvant hors-jeu consécutivement à leurs mobilisations⁷, et l'autonomisation de la violence⁸, identifiable par la formation d'une conjoncture anarchique⁹, ou prérévolutionnaire. Cependant, l'observation donne à voir une situation tout à fait différente. Ainsi, c'est l'asymétrie qui domine entre les protagonistes. Alors que l'extrême gauche regroupe un ensemble d'organisations généralement locales, très peu coordonnées

³ « Bir öğrenci öldürüldü... Sokak Savaşı oldu » (Un étudiant a été tué... Une situation de guerre de rue), *Milliyet*, 17 janvier 1977, p. 1.

⁴ Sur le phénomène milicien en Turquie dans les années 1970, voir Bozarslan (H.), « Le phénomène milicien, une composante de la violence politique dans la Turquie des années 1970 », *Turcica*, Vol. 31, 1999, pp. 185-244

⁵ Sept gouvernements se succèdent entre 1974 et 1980.

⁶ Voir par exemple Birand (M.A), Bilâ (H.), Akar (R.), *12 Eylül. Türkiye'nin miladı* (12 septembre. La nouvelle ère de la Turquie), Istanbul, Doğan Kitap, 2006, p. 122.

⁷ Les historiens et sociologues de l'État en Turquie adoptent généralement une conception fonctionnaliste de l'État et échouent à proposer un modèle explicatif convaincant de la crise turque de la seconde moitié des années 1970. Face aux mobilisations d'extrême gauche et d'extrême droite et à l'introduction de la violence physique dans leurs répertoires d'action, l'État n'aurait plus réussi à assumer son « rôle » d'arbitre, sa « fonction » d'interlocuteur des forces sociales. De ce contexte ressort l'image d'un État « outsider ». La séquence 1975 – 1980 est alors considérée comme une parenthèse, fermée par l'intervention militaire du 12 septembre 1980 et le rétablissement du monopole de la contrainte physique et symbolique légitime dans la majeure partie du pays. Le prétexte d'exceptionnalité interdit ainsi l'identification des mécanismes constitutifs de la crise, qui ne peut véritablement être réalisée que par la rupture avec tout postulat fonctionnaliste. Voir notamment Heper (M.), « The 'Strong State' and Democracy: The Turkish Case in Comparative and Historical Perspective » in Eisenstadt (S.) ed., *Democracy and Modernity*, Leiden, E. J. Brill, 1992, pp. 142-164; Heper (M.), *The State Tradition in Turkey*, Northgate, The Eothen Press, 1985; Özbudun, (E.), *Social change and political participation in Turkey*, Princeton, New Jersey, Princeton University Press, 1976.

⁸ Ergil (D.), *Türkiye'de Terör ve Şiddet* (Terreur et violence en Turquie), Ankara, Turhan Kitabevi, 1980.

⁹ Pusat (D.), *Çorum silahlı halk direnişi* (La résistance populaire armée de Çorum), Istanbul, Nam Yayıncılık, 1996.

entre elles, et n'accédant jamais au gouvernement, le Mouvement nationaliste bénéficie de la participation du MHP à plusieurs gouvernements de coalition. En outre, le parti préside à l'allocation et à la circulation des ressources dans son système d'action. Il dispose donc d'un avantage certain face à l'extrême gauche et peut mettre en œuvre des activités de pénétration de l'État quand le MHP est au gouvernement, inenvisageables pour l'extrême gauche. Par ailleurs, il apparaît abusif de considérer que l'ensemble étatique se caractérise par son absence, ou sa « faillite », puisque les institutions de l'ensemble étatique constituent la grande majorité des sites dans lesquels se déroulent les jeux concurrentiels entre les deux mouvances. L'État est donc au cœur du jeu, puisque les ressources et les positions qu'il permet de contrôler sont les enjeux mêmes des mobilisations radicales antagonistes. Enfin, la violence ne s'autonomise que marginalement des rapports de forces politiques, l'analyse montrant clairement que le niveau de violence n'est jamais aussi élevé que dans une configuration précise des rapports de forces, dans laquelle les idéalistes, exclus des réseaux d'accumulation dans les arènes locales, tentent d'en forcer l'accès par la violence en s'appuyant sur les soutiens qu'ils trouvent dans les institutions centrales quand le MHP parvient à pénétrer l'État¹⁰.

Il y a donc lieu de reprendre à nouveaux frais l'analyse de la crise politique turque de la seconde moitié des années 1970, en s'attachant à étudier les stratégies d'implantation dans l'État des acteurs en conflit, ainsi que les effets d'agrégation et de composition de leurs activités tactiques. Nos résultats pourront contribuer à la sociologie des situations de crises politiques prolongées caractérisées par la perte de capacité de l'État à exercer ses monopoles de violence physique et symbolique légitimes. Ils permettront plus généralement de nourrir les réflexions visant à rendre compte de situations de crises politiques sensiblement différentes des conjonctures critiques analysées par Michel Dobry dans sa *Sociologie des crises politiques*. En effet, alors que les crises analysées par Michel Dobry ne durent que quelques semaines (mai 1968), parfois quelques jours (février 1934), la crise turque s'étend sur cinq années, ce qui laisse présumer de la persistance ou de l'adaptation des capacités tactiques des agents au cours du temps. Dans les conjonctures critiques identifiées par l'auteur de la *Sociologie des crises politiques*, la déssectorisation rapide des jeux sociaux produit une forte volatilité de la valeur des ressources des agents, qui subissent alors une inhibition de leurs capacités tactiques. Dans le cas turc, plusieurs des phénomènes identifiés par Michel Dobry dans sa *Sociologie* opèrent. On observe ainsi un « décloisonnement [...] des logiques sectorielles »¹¹, un « désenclavement des espaces de confrontation »¹², un élargissement des « espaces d'interdépendance », ainsi qu'une désobjectivation des institutions, notamment étatiques. Mais ce sont les stratégies fluctuantes des acteurs, menées sur des temps longs (à l'horizon d'une législature, ou d'un gouvernement), visant à l'implantation dans l'État et à l'accumulation de ressources, qui contribuent au déclenchement et à l'intensification de ces mécanismes de crise. Ainsi, on n'observe pas de régression vers les habitus, ni d'incertitude généralisée des calculs, mais bien au contraire un usage stratégique de la diffusion et de l'entrée en cohérence des mobilisations, mais également de la violence et du désordre. Ici, c'est la mise en œuvre et la confrontation de tactiques d'accès aux ressources publiques qui produisent la modification des règles¹³ des jeux étatiques et politiques.

¹⁰ Gourisse (B.), *L'État en jeu. Captation des ressources et désobjectivation de l'État en Turquie (1975-1980)*, Thèse pour le doctorat de science politique, Université Paris I, 2010, pp. 425-455.

¹¹ Dobry (M.), *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la FNSP, 1992, p. 141.

¹² *Ibid.*, p. 41.

¹³ La notion de règle telle que nous la concevons ici correspond à celle d'Anthony Giddens pour qui « les règles ont deux dimensions qu'il est essentiel de distinguer sur le plan conceptuel : elles sont liées à la constitution de sens, d'un côté, et à la sanction des modes de conduites sociales, de l'autre », « les règles ne peuvent se

Nous faisons l'hypothèse que ce sont plus particulièrement les activités tactiques de l'un des protagonistes du conflit, le Mouvement nationaliste, qui ont contribué à la formation et à la diffusion des processus de crise, en provoquant la désobjectivation¹⁴ de l'État comme réseau consolidé d'institutions et comme détenteur des monopoles de violence légitime, la multisectorisation et l'entrée en cohérence des mobilisations et des sites de conflit, et la diffusion de l'usage de la violence comme mode d'accès aux ressources. Afin de tester l'hypothèse, nous analyserons la façon dont la mise en œuvre, par le Mouvement nationaliste, de ce qu'on peut identifier comme une stratégie d'accès au pouvoir reposant sur le triptyque participation électorale – pénétration de l'État – violence physique, a contribué à la formation et à l'intensification des processus constitutifs de la crise. Il s'agit alors de comprendre comment le Mouvement nationaliste a réussi, grâce aux ressources et aux positions dont il a pu disposer, à gagner en influence dans le jeu qui l'oppose alors à l'extrême gauche, mais également sur le cours du jeu, en contribuant à la modification des règles des jeux étatiques (politisation et désobjectivation de l'État) et politiques (diffusion des mobilisations et usage routinier de la violence comme mode d'interaction politique).

Plusieurs types de sources guident nos réflexions. Les activités étudiées étant essentiellement illégales et toujours sujettes à polémiques, elles sont généralement cachées ou tues, dans les documents d'archive consultables ou lors des entretiens réalisés avec d'anciens militants. La multiplication des sources et la comparaison systématique des informations qu'elles proposent ont ainsi permis de vérifier la véracité de chacune d'elle et de disposer de faisceaux d'informations concordantes pour chacun des points abordés. Le réquisitoire préparé par le procureur militaire du commandement de l'état de siège des provinces d'Ankara, Çankırı et Kastamonu pour le procès du MHP et des institutions idéalistes, tenu à partir du 29 avril 1981¹⁵, constitue la source la plus riche, et paradoxalement la moins mobilisée à ce jour, pour étudier les activités du Mouvement nationaliste. Des précautions doivent bien sûr être respectées dans l'utilisation des données du réquisitoire, afin de ne pas importer dans le champ de la production scientifique les arguments des institutions de justice militaire¹⁶. Nous avons ainsi mené un travail de comparaison et de vérification systématique des informations proposées par le réquisitoire en menant le dépouillement de deux des plus grands quotidiens nationaux de l'époque, *Cumhuriyet* et *Milliyet*, parus entre le premier janvier 1977 et le 31 décembre 1980. Enfin, des mémoires et des témoignages d'anciens militants¹⁷ ou de

conceptualiser indépendamment des ressources. Celles-ci font référence aux modes selon lesquels les relations transformatrices sont effectivement incorporées dans la production et la reproduction des pratiques sociales. Par conséquent, les propriétés structurelles expriment des formes de domination et de pouvoir », Giddens (A.), *La constitution de la société*, Paris, Quadrige/PUF, 2005, p. 67.

¹⁴ Selon Michel Dobry, les processus d'objectivation s'incarnent dans « l'extériorité des rapports sociaux, leur impersonnalité et leur perception sur le mode de "ce qui va de soi". Sous ces trois aspects, les systèmes ou sociétés complexes s'exposent, lorsque s'y déploient des mobilisations multisectorielles, à de brusques déperditions de l'objectivation des rapports sectoriels », Dobry (M.), *Sociologie des crises politiques, op. cit.*, p. 156.

¹⁵ T. C. Ankara – Çankırı – Kastamonu İleri Sıkıyönetim Komutanlığı Askeri Sacılığı. *Iddianame : MHP ve Ülkücü Kuruluşlar* (Procureur militaire du commandement de l'état de siège des provinces d'Ankara – Çankırı – Kastamonu. Réquisitoire : Le MHP et les organisations idéalistes), préparé par le procureur militaire de l'État de siège Nurettin Soyer, 1981.

¹⁶ Pour une analyse critique des relations entre pouvoir politique et pouvoir judiciaire, voir Briquet J-L., *Mafia, justice et politique en Italie. L'affaire Andreotti dans la crise de la République (1992-2004)*, Paris, Karthala, 2007.

¹⁷ Tanlak (Ö.), *İtiraf. Eski bir ülkücü MHP'yi anlatıyor* (Aveux. Un ancien idéaliste explique le MHP), Istanbul, Kaynak Yayınları, 1996.

protagonistes des arènes officielles¹⁸ nous ont été utiles pour saisir la multiplicités des activités mises en œuvre par les organisations idéalistes.

Nos propos suivent chacun des processus constitutifs de la crise, ceci afin de mieux analyser leur concaténation. Dans un premier temps, nous montrons comment les activités de pénétration de l'ensemble étatique mises en œuvre par les idéalistes ont provoqué la désobjectivation de l'État par la politisation des pratiques de ses membres qu'elles ont contribué à faire advenir. Nous étudions ensuite la façon dont les mobilisations idéalistes dans l'État ont provoqué la diffusion des mobilisations et l'entrée en cohérence des rythmes et des enjeux sectoriels. Nous analysons alors comment la violence devient une modalité routinière d'interaction et d'action politique et en vient, par effet de rétroaction, à contribuer à l'intensification des mécanismes qui avaient contribué à la faire advenir.

Captation des ressources étatiques et désobjectivation de l'État

Les modalités de la pénétration idéaliste de l'État

En Turquie davantage que dans la plupart des pays européens, l'historicité des « pratiques de l'État » donne à voir de nombreux cas de chevauchement des sphères sociales, politiques et administratives. Des pratiques de captation des ressources étatiques, mises en oeuvre par les acteurs sociaux et politiques dominants, sont observables au moins depuis la proclamation de la république entre 1923. A Ankara, l'État donne ainsi l'image d'un ensemble perméable aux forces politiques qui accèdent au gouvernement, exposé aux tactiques partisans visant à l'instrumentaliser et à le soumettre à leurs propres intérêts. Par le contrôle des nominations et des promotions dans la fonction publique, les partis au pouvoir s'assurent un mode de rétribution efficace de leurs soutiens, ainsi que le concours d'une administration acquise à leur cause. Ce faisant, ils substituent aux lois et règlements en vigueur des modes de certification et des filières d'accès partisans à la fonction publique.

Au cours des années 1970, les deux systèmes d'action¹⁹ idéalistes et d'extrême gauche disposent des positions nécessaires pour prendre part à la captation des ressources publiques. Les formes de ces captations diffèrent selon les opportunités stratégiques dont ils disposent. Seuls les idéalistes parviennent à faire de la pénétration de l'État un mode de captation de ses ressources. Aucune organisation d'extrême gauche n'accédant au gouvernement, elles ne peuvent jamais intervenir dans les nominations au sein des institutions centrales de l'État. Exclues des réseaux collusifs donnant accès à la distribution des emplois, les organisations d'extrême gauche ne peuvent s'imposer que par la mobilisation, qui leur permet ponctuellement de dominer les rapports de forces internes aux institutions. En devenant un partenaire gouvernemental du Parti de la justice (*Adalet Partisi*, AP, centre droit) entre mars

¹⁸ Bölügiray (N.), *Sokaktaki Asker, Bir Sıkıyönetim Komutanının 12 Eylül Öncesi Anıları* (Un militaire dans la rue, les mémoires d'avant le 12 septembre d'un commandant de l'état de siège), Istanbul, Milliyet Yayınları, 1989.

¹⁹ Les systèmes d'actions peuvent être définis comme des réseaux d'organisations dans lesquels « l'insertion sociale des militants politiques [...] est repérable dans des systèmes d'appartenance multiple, dessinant les contours de configurations typées d'alliances entre les organisations, même quand ces « alliances » ne sont pas formalisées et officialisées ». L'officialisation des liens créés « rend visible l'appartenance du parti à un système d'action, elle légitime la prétention de ses dirigeants à représenter un groupe social ou un ensemble de groupe sociaux censés avoir des intérêts communs, elle facilite la diffusion de croyances communes sur la vie sociale et permet le passage plus aisé d'une position à une autre dans la carrière des militants », Lagroye (J.), François (B.), Sawicki (F.), *Sociologie politique*, Presses de Sciences Po et Dalloz, Paris, 2002, pp. 291-292.

1975 et janvier 1978²⁰, le MHP parvient quant à lui à investir les institutions centrales et déconcentrées de l'État en captant ce qu'on peut identifier comme leurs « ressources d'autorité ». Il gagne un pouvoir d'intervention sur le recrutement et les carrières des membres de multiples institutions publiques, et notamment des ministères qu'il contrôle directement. Une fois au gouvernement, le MHP pénètre l'État en court-circuitant les procédures de recrutement réglementaires de la fonction publique et en leur substituant des modes de valorisation des profils individuels qui lui est propre. Il s'emploie alors à recruter les cadres des échelons supérieurs des institutions publiques, qui mènent ensuite, à leur niveau, une politique de recrutement partisan.

Le 21 juillet 1977, Gün Sazak est nommé Ministre des Douanes et des Monopoles du second gouvernement de Front nationaliste. Dès son entrée en fonction, il recrute au ministère des militants du parti et des associations qui lui sont liées. Ce personnel partisan²¹ facilite les relations entre le parti et ses sections implantées en Europe, sert d'intermédiaire entre les cadres du parti et les activités du ministère et fait de celui-ci l'un des bastions du MHP. Il suffit alors de se rendre dans les institutions rattachées au ministère avec une lettre de recommandation signée du Ministre, d'un cadre du ministère ou d'Alparslan Türkeş, le président du MHP, pour être recruté²². Le plus souvent, il s'agit de contrôler les postes placés aux plus hauts échelons des institutions visées, pour que leurs détenteurs mènent à leur niveau une politique de recrutement pro-partisane. C'est ce qui se passe lorsque Ağâh Oktay Güner, Ministre du commerce MHP du second gouvernement de Front nationaliste (juillet 1977-janvier 1978), nomme Abdurrahman Sağkaya au poste de directeur général de la gigantesque usine de production de textile *Antbirlik* à Antalya. Le nouveau directeur mène alors un travail de grande ampleur de recrutement d'idéalistes de la province²³. La même logique est appliquée au Ministère de la santé, quand le Ministre Gökçek fait nommer à plusieurs postes de directeurs d'hôpitaux des individus proches du parti, chargés de recruter leurs personnels parmi les supporters locaux du MHP.

En novembre 1979, au terme de près de deux ans de présence du CHP (centre gauche) au gouvernement, l'AP parvient à former un gouvernement minoritaire, soutenu à l'assemblée par le MHP, qui refuse l'exercice du pouvoir et mise sur la dégradation de la situation sociale.

²⁰ Lors des élections législatives du 14 octobre 1973, le MHP n'obtient que 3,4% des suffrages exprimés et trois postes de députés, mais ni l'AP ni le CHP de centre gauche ne peuvent gouverner seuls. Après la chute d'un premier gouvernement de coalition dirigé par le CHP, l'AP doit lui aussi composer avec d'autres partis pour accéder au pouvoir. C'est ainsi qu'est formé le premier gouvernement de Front nationaliste (*Milliyetçi Cephe*). Le MHP négocie chèrement sa participation au gouvernement et obtient deux ministères. Lors des élections du 5 juin 1977, le MHP obtient 6,4% des suffrages exprimés et 16 députés. Un second gouvernement de Front nationaliste (*ikinci Milliyetçi Cephe*) est formé, qui reste aux affaires du 21 juillet 1977 au 5 janvier 1978²⁰. Le MHP y occupe cinq ministères.

²¹ Afin de ne pas contrevenir à la loi, les individus dont il est question ne sont pas formellement membres du parti. En effet, une décision du conseil des ministres du 23 mars 1979 affirme que « le fait d'être membre d'un parti politique ou d'agir pour le bien ou à l'encontre d'un parti politique ou de participer à des activités politiques est sanctionné d'une peine disciplinaire de renvoi de la profession ». Par ailleurs, l'article 7 de la loi n° 657 sur les fonctionnaires d'État stipule que « les fonctionnaires ne peuvent pas être membre d'un parti politique. Ils ne se comportent pas de façon à désavantager ou privilégier un parti politique ou un individu ; ils agissent, dans l'exercice de leurs fonctions, sans aucune distinction de langue, de religion, de race, de sexe, d'opinion politique, d'idées philosophiques et de religion ». L'article 125 de la loi sur les fonctionnaires prévoit enfin des peines disciplinaires (un renvoi) pour ceux qui tiendraient secrets des informations et des documents contenant des informations susceptibles de nuire à la loi.

²² T. C. Ankara – Çankırı – Kastamonu İleri Sıkıyönetim Komutanlığı Askeri Sacılığı. *Iddianame : MHP ve Ülkücü Kuruluşlar*, préparé par le procureur militaire de l'État de siège Nurettin Soyer, 1981. p. 135.

²³ Tanlak (Ö.), *İtiraf. Eski bir ülkücü MHP'yi anlatıyor* (Aveux. Un ancien idéliste explique le MHP), Istanbul, Kaynak Yayınları, 1996, p. 133.

Le soutien « conditionnel » qu'il accorde au gouvernement AP, qui ne peut se passer de ses alliés à l'assemblée, lui permet de regagner quelque influence. Nous avons ainsi relevé de nombreux cas de pénétration des institutions d'État par le MHP pendant cette période. Le ministère de l'intérieur et la direction générale de la sécurité qui en dépend deviennent une cible privilégiée du parti, qui réussit à y faire nommer un nombre important de militants²⁴ en court-circuitant les procédures de recrutement de l'institution. Dans la police, le MHP encourage le recrutement de certains de ses membres par le soutien de cadres locaux, en transmettant aux instances compétentes des listes de militants ou de sympathisants en vue de leur recrutement²⁵. Parfois, il s'agit de démarches individuelles. Ainsi, le 3 septembre 1980, un commissaire en poste à la Direction de la Sécurité d'Izmir écrit au président général du MHP. Il lui fait part de son souhait de voir un individu, présenté comme membre du parti, profiter d'une nomination à venir au département de Renseignement²⁶.

D'autres documents suggèrent que cette pratique fut véritablement organisée par le parti²⁷, comme ce fut le cas dans les institutions du ministère de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur. Les membres idéalistes de ces institutions parviennent régulièrement à y faire inscrire des étudiants membres du parti ou sympathisants. Ils leur garantissent parfois également d'obtenir leurs diplômes²⁸. Une fois en poste, le personnel idéaliste met sur pied des associations sectorielles. Le procureur militaire du procès du MHP, tenu à partir d'avril 1981, affirme à leur propos que « le but de ces associations est, en s'organisant dans les institutions d'État, de produire des rapports sur les personnels communistes y travaillant, les faire transférer, éliminer les personnels et les cadres qui ne partagent pas leurs vues politiques, assurer un soutien financier à Ülkü-Bir [l'association d'enseignants idéalistes] en rassemblant des cotisations, s'arranger pour faire renvoyer les membres communistes de l'institution tout en s'assurant qu'à leur place des idéalistes soient nommés et essayer d'être influentes dans la sphère étatique »²⁹. Dans chaque institution comptant des fonctionnaires idéalistes, un responsable est désigné et des sections sont créées qui envoient des rapports réguliers au président général de Ülkü-Bir. Celui-ci envoie ensuite une circulaire au siège du MHP, élaborée à partir des rapports qu'il a centralisés³⁰. Par ailleurs, des séminaires sont organisés toutes les deux semaines à Ankara, auxquels sont conviés les présidents de sections et les personnes influentes de l'association. On y discute de la doctrine idéaliste et de la façon d'organiser le noyautage³¹. Plus généralement, lors des séances de formation dispensées par le parti, certains modules sont réservés à cette activité de noyautage et de mobilisation interne aux institutions. Ainsi une séance s'intitule « importance de l'éducation dans le mouvement idéaliste, l'éducation dans nos activités de noyautage, l'éducation pour pénétrer les foules, l'éducation encore pour conquérir l'État », une autre est consacrée aux « noyautage (*kadrolaşma*), massification (*kitleleşme*) et étatisation (*devletleşme*) »³². En ce sens il n'est pas permis de douter de l'aspect organisé et planifié de cette démarche. On peut en outre considérer que l'interconnaissance et les liens politiques, qui deviennent les deux principes de nomination dans l'État vont à l'encontre de tout un arsenal juridique visant à protéger les frontières de l'État, et à conférer aux fonctionnaires des valeurs de service public par à une socialisation profonde à l'État. Grâce à ses positions

²⁴ T. C. Ankara – Çankırı – Kastamonu İlleri Sıkıyönetim Komutanlığı Askeri Sacılığı..., *op. cit.*, p. 118.

²⁵ *Ibid.*, p. 134.

²⁶ *Ibid.*, p. 131.

²⁷ *Ibid.*, p. 130.

²⁸ *Ibid.*, p. 110.

²⁹ *Ibid.*, p. 143.

³⁰ *Ibid.*

³¹ *Ibid.*, p. 144.

³² *Ibid.*, p. 89.

gouvernementales, le parti peut substituer aux règles de droit organisant l'accès à la fonction publique un mode de valorisation des profils individuels qui lui est propre.

Politisation des pratiques des fonctionnaires et désobjectivation de l'État

Les activités de captation développées par le Mouvement nationaliste influent sur les règles des jeux étatiques en provoquant la politisation³³ des pratiques des fonctionnaires. Sur les sites concernés, les agents de la fonction publique en viennent, dans la pratique quotidienne de leur profession, à marginaliser les membres du camp opposé et à soutenir ceux de leur système d'action. Une fois en poste, les fonctionnaires idéalistes mènent des activités de renseignement pour le parti. Plusieurs documents retrouvés au siège du MHP en attestent. Cet extrait d'un rapport émanant d'un service non désigné illustre la façon dont les fonctionnaires idéalistes produisent de l'information sur les rapports de forces internes aux institutions :

« Rapport d'information sur la situation de notre direction de région (*bölge*). [...] La situation des cinquante et une personnes en service est la suivante. Neuf idéalistes, sept MSP [*Milli Selamet Partisi*, Parti du salut national, islamo-conservateur], dix AP, six d'organisations de gauche. Les autres sont généralement CHP ou neutres. Aucun de nos huit amis idéalistes n'est cadre, tous sont des fonctionnaires. Conclusion : le personnel de notre nouvelle direction va doubler d'ici peu de temps. Pour nous assurer d'une influence dans notre bureau, il nous faudra disposer de davantage de membres dans le personnel qui sera nommé. Il faudra nous assurer que nous ayons au moins quelques amis parmi les cadres (par exemple le directeur, ou un directeur adjoint) qui seront bientôt nommés »³⁴.

Des rapports retrouvés au siège du parti lors des investigations précédant son procès contenaient les noms, prénoms et lieux d'exercices d'officiers de police, principalement en activité dans les grandes villes du pays. Sur ces fiches, des évaluations subjectives basées sur les idées politiques des fonctionnaires étaient menées et il était indiqué si ceux-ci partageaient les vues de l'auteur, ou leur étaient opposés. Selon le procureur, les correspondances retrouvées par la justice prouvent que dès « 1976 et 1977 une partie des officiers de police et des fonctionnaires travaillant à la direction de la sûreté d'Ankara produit des évaluations subjectives basées sur les préférences politiques de leurs collègues, spécifiant s'ils sont de gauche ou de droite. Des suggestions sont ajoutées à ces évaluations »³⁵. D'autres documents indiquent que ce travail de regroupement d'informations concerne d'autres institutions. Dans une lettre envoyée au président du MHP, le président des services juridiques de la province de Hakkari l'informe que « le personnel des services juridiques d'Hakkari a été classé selon ses idées politiques et ses croyances, [et que] cette évaluation s'appuie sur des sources fiables »³⁶. Par ce travail de rassemblement de données sur le personnel des institutions, le parti peut évaluer son influence et identifier les individus qu'il pourra approcher. Une lettre envoyée par un militant en poste au ministère de l'intérieur au président du MHP témoigne de ces activités :

« Le préfet de, était kurdiste dans sa jeunesse, mais il a changé avec le temps. Il est entré au MSP pour devenir préfet. Puis s'est rapproché de l'AP. Son but est d'entrer

³³ Nous retenons des processus de politisation la définition proposée par Jacques Lagroye, pour lequel « la politisation est une requalification des activités sociales les plus diverses, requalification qui résulte d'un accord pratique entre des agents sociaux enclins, pour de multiples raisons, à transgresser ou à remettre en cause la différenciation des espaces d'activité ». Lagroye (J.), « Les processus de politisation », in Lagroye (J.) dir., *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p. 360.

³⁴ T. C. Ankara – Çankırı – Kastamonu İleri Sıkıyönetim Komutanlığı Askeri Sacılığı..., *op. cit.*, pp. 167-168.

³⁵ *Ibid.*, p. 132.

³⁶ *Ibid.*

au Parlement. Si une proposition lui est faite par le MHP, il peut l'accepter. [...] S'il est approché de façon intelligente, il peut être utilisé »³⁷.

Grâce à ces descriptions et conseils, le parti dispose des informations nécessaires pour passer des transactions avec les fonctionnaires en poste. Ces activités de renseignement servent le parti dans la compétition électorale, mais également dans les rapports de concurrence qu'il entretient avec la gauche.

La politisation des pratiques professionnelles se repère également dans le soutien quotidien qu'apporte le personnel idéaliste aux sections et militants du Mouvement nationaliste. En cas de fermeture par la justice de sections locales d'associations idéalistes, les cadres du parti utilisent les réseaux constitués dans l'administration provinciale pour invalider la décision³⁸. C'est ainsi qu'en février 1978, le responsable de la section d'Izmir sollicite et obtient l'aide du préfet de province après la fermeture de la première chambre des foyers idéaliste de Bornova³⁹. Mise à part la période de gouvernement CHP (qui donne à voir des arrangements locaux plus contrastés), lorsque des militants sont arrêtés par la police à la suite d'une opération armée, la branche locale du MHP contacte des cadres du parti (dirigeants ou élus), qui, par l'entremise d'un ministre MHP ou AP, les font libérer en s'entretenant avec le commissaire compétent⁴⁰. Cette implantation du parti dans l'État lui permet donc d'assurer une certaine impunité à ses militants les plus actifs dans la préparation et la réalisation d'activités de violence physique. Parfois, le parti s'assure de soutiens plus élevés dans l'administration. Des notes prises par Necati Gültekin, le secrétaire général du MHP, dans son agenda montrent ainsi qu'un Chef de la sûreté (*Emniyet Müdürü*), dont le nom n'est pas précisé, a été remercié lors d'un conseil de la présidence du MHP pour sa médiation dans l'autorisation de port d'arme accordé à certains militants du parti⁴¹.

Les principes générateurs des pratiques et des sociabilités des fonctionnaires relèvent davantage de leurs positions politiques que des normes de neutralité qu'impose théoriquement leur fonction. Dans la police par exemple, la concurrence entre Pol-Bir, l'association des policiers idéalistes, et Pol-Der l'association de gauche, aboutit à la politisation des interactions et des pratiques professionnelles. Dans l'exercice de leurs fonctions, les policiers idéalistes et socialistes s'insultent, se battent et abandonnent toute neutralité lorsqu'il s'agit de rétablir l'ordre⁴². A Adana, il arrive ainsi que les policiers envoyés sur les lieux d'affrontements entre groupes d'extrême gauche et d'extrême droite en viennent à prendre part aux altercations, chacun d'eux se rangeant d'un côté ou de l'autre des deux camps en présence⁴³. On peut alors considérer que ces activités de captation par la pénétration des institutions étatiques, mises en œuvre par le MHP, remettent en cause « l'extériorité des

³⁷ *Ibid.*, p. 169.

³⁸ Un document envoyé au bureau juridique de la principale organisation idéaliste, fait état de recherches menées sur les personnels des tribunaux de Yozgat et de Çankırı, *Ibid.*, p. 187.

³⁹ *Ibid.*, p. 97.

⁴⁰ Tanlak (Ö.), *İtiraf. Eski Ülkücü MHP'yi anlatıyor* (Confession. Un ancien idéaliste explique le MHP), *op. cit.*, p. 15.

⁴¹ T. C. Ankara – Çankırı – Kastamonu İleri Sıkıyönetim Komutanlığı Askeri Sacılığı..., *op. cit.*, p. 98.

⁴² Des extraits de conversations entre policiers, reproduites dans les mémoires du commandant de l'état de siège à Adana le montrent : « Ici central, une fusillade a éclaté dans la rue (...), équipes 315 et 320, allez y sur le champ. - Chien de fasciste ! Tu es devenu un homme, et maintenant tu donnes des ordres ? - Bâtard de communiste ! Vendu ! Fils de ... Bölügiray (N.), *Sokaktaki Asker, Bir Sıkıyönetim Komutanının 12 Eylül Öncesi Anıları* (Un militaire dans la rue, les mémoires d'avant le 12 septembre d'un commandant de l'état de siège) *op. cit.*, p. 87.

⁴³ *Ibid.*, p. 51.

rapports sociaux, leur impersonnalité et leur perception sur le mode de “ce qui va de soi” »⁴⁴, qui tendaient à objectiver et à consolider l’État par les pratiques de ses membres et dans les perceptions de ses publics. La politisation des pratiques des membres des institutions publiques produit alors une désobjectivation de l’ensemble étatique aux yeux de ses administrés, ceux-ci tendant à s’en remettre aux organisations captatrices pour accéder à la redistribution des ressources étatiques ou assurer leur protection. Ainsi, pendant la seconde partie des années 1970, les policiers ou les enseignants ne sont plus perçus comme des agents de l’État, mais comme des membres de l’un ou de l’autre des ensembles mobilisés dans les institutions.

Diffusion des mobilisations et entrée en cohérence des rythmes et des enjeux sectoriels

Les mobilisations conflictuelles qui apparaissent en Turquie dans les années 1970 se déroulent dans la plupart des cas dans des secteurs se caractérisant par leur proximité avec le champ étatique. L’Education nationale, la Police, les institutions judiciaires ainsi qu’un nombre croissant de secteurs étatiques (aux niveaux municipal, provincial et national), mais également les entreprises et coopératives publiques (de la coopérative agricole Tariş à Izmir à la société de Radio et de Télévision de Turquie) deviennent progressivement des sites de conflit. Cette diffusion du conflit trouve sa dynamique dans la tactique d’implantation du Mouvement nationaliste dans l’État. Dès son accès au gouvernement, le MHP préside à la création d’organisations idéalistes censées l’aider à intensifier sa présence dans les institutions publiques. Son personnel s’emploie alors à la marginalisation de ceux qui refusent d’adhérer à la nouvelle association idéaliste, aux premiers rangs desquels se trouvent les membres des associations d’extrême gauche, soutenant électoralement le CHP de centre gauche⁴⁵.

Partout où des organisations idéalistes se constituent, des relations de concurrence se structurent autour d’une ligne de division voyant s’opposer les idéalistes et les supporters des partis de la coalition de Front nationaliste, aux « progressistes », « gauchistes » ou « socialistes », membres d’associations professionnelles concurrentes⁴⁶. Les associations idéalistes profitent de la structure organisationnelle du Mouvement pour coordonner leurs activités et servir la tactique d’accès au pouvoir du parti, dont le succès doit assurer la pérennité des positions idéalistes dans l’État. L’activité tactique idéaliste provoque donc une reconfiguration des jeux sectoriels. Pour l’extrême gauche, elle permet l’identification d’un adversaire commun, dont chaque représentant sectoriel est un concurrent direct. Partout, le conflit idéologique se dévoile en conflit d’intérêts, dont la défense nécessite la coordination intersectorielle. Se produit alors, un « décloisonnement [...] des logiques sectorielles »⁴⁷, et un « *désenclavement des espaces de confrontation*, ou, si l’on préfère, des arènes ou lieux de compétition propres aux divers secteurs »⁴⁸, qui tendent à produire une bipolarisation généralisée des arènes étatiques.

⁴⁴ Dobry (M.), *Sociologie des crises politiques*, op. cit., p. 154.

⁴⁵ La confédération syndicale MİSK s’installe d’ailleurs dans la plupart des entreprises publiques dans lesquelles un nouveau directeur a été nommé par le gouvernement, pour prêter main-forte à la direction et faire taire, parfois par la force, les syndicalistes de gauche. La section locale obtient alors le droit de sélectionner le personnel, qu’elle recrute dans les milieux idéalistes de la ville.

⁴⁶ Le Mouvement nationaliste agit comme s’il avait développé une tactique de constitution systématique de fronts avec les organisations de gauche, notamment dans les institutions étatiques dans lesquelles ces dernières étaient jusqu’alors en position de force.

⁴⁷ Dobry (M.), *Sociologie des crises politiques*, op. cit., p. 141.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 143.

Dans les institutions de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur par exemple, les activités de pénétration menées par les idéalistes entraînent une multicatégorisation des mobilisations de gauche⁴⁹. A partir de l'année 1975-1976, le MHP dispose des positions nécessaires pour passer des accords avec les personnels des institutions de l'enseignement supérieur et de l'éducation nationale. Nous l'avons vu, sa présence au gouvernement lui confère tout un ensemble de ressources lui permettant de négocier l'accès à ces institutions avec le personnel en fonction ou de le forcer en intervenant directement dans les nominations. Les administrations et le personnel technique sont renouvelés, les enseignants membres d'associations de gauche sont mutés et les étudiants militants ou sympathisants des organisations étudiantes révolutionnaires sont renvoyés ou perdent toute possibilité d'obtenir leur diplôme. Certains lycées, écoles professionnelles ou instituts de formation des enseignants deviennent⁵⁰ ainsi, dans le jargon du parti, des « institutions libérées » (*kurtarılmış kuruluşlar*), dans lesquelles l'administration dispose du pouvoir de mise à pied ou de mutation du personnel technique et enseignant opposé à la ligne idéaliste. Le personnel partisan, ainsi que les étudiants inscrits pour leur proximité avec le Mouvement nationaliste peuvent également y exercer des pressions (physiques et administratives) sur les étudiants hostiles aux idéalistes⁵¹. De cette façon, la tactique de pénétration des institutions de l'éducation nationale ou de celles, autonomes, de l'enseignement supérieur, tend à produire une entrée en cohérence des revendications et des mobilisations étudiantes, enseignantes et techniques animées par les diverses organisations de gauche, en homogénéisant les revendications de ces populations menacées de perdre leur emploi ou leur statut d'étudiant et soucieux de leur propre sécurité physique à l'école. A l'école, mais cela est aussi vrai dans d'autres institutions publiques, ce sont les activités tactiques du Mouvement nationaliste qui, en homogénéisant les revendications des associations catégorielles d'extrême gauche et les risques encourus par leurs membres, ont encouragé la coordination des mobilisations sur ces sites.

Les mobilisations deviennent également multisectorielles. Les agendas et les rythmes sectoriels s'harmonisent sous l'effet de ces campagnes aux revendications partagées. Pendant

⁴⁹ Zald et Usem montrent comment les coups tactiques d'un protagoniste contribuent à modifier les possibilités tactiques de ses concurrents : Zald (M. N.), Usem (B.), "Movement and Counter Movement Interaction: Mobilization, Tactics, and State Involvement", in Mac Carthy (J. D.), Zald (M. N.), *Social Movement in an Organizational Society*, Morristown, Transaction Books, 1987, pp. 247-272.

⁵⁰ On dispose d'informations assez détaillées sur ces tactiques de prise de contrôle pour la période couvrant le dernier gouvernement AP (novembre 1979 – septembre 1980), que le MHP soutient depuis l'Assemblée. Le 3 avril 1980, 100 enseignants sont renvoyés de l'Institut d'enseignement de Buca (*Buca Eğitim Enstitüsü*) après un remaniement de l'équipe administrative intervenu en faveur du MHP⁵⁰. Le 4 avril 1980, les enseignants diplômés de l'Institut d'enseignement Atatürk (*Atatürk Eğitim Enstitüsü*) donnent une conférence de presse pendant laquelle ils dénoncent le fait que les candidats MHP aient été prioritaires dans les choix d'affectation. Le 20 avril, 600 cadres et 1 500 fonctionnaires, dont la plupart est membre de l'association de gauche Töb-Der, sont renvoyés du Ministère de l'éducation nationale ou sont mutés à des postes subalternes. En juin, la revue *Le monde de l'enseignant (Öğretmen dünyası)* annonce que depuis l'entrée en fonction du gouvernement AP, 8 000 enseignants de la province de Yozgat ont souffert de mutations non désirées, après avoir décliné l'invitation à s'inscrire à l'association idéaliste Ülkü-Bir. « Ayın aynası » (le miroir du mois), *Öğretmen Dünyası*, n°5, mai 1980, pp. 32-33 ; « Ayın aynası » (le miroir du mois), *Öğretmen Dünyası*, n°6, juin 1980, pp. 13-15 ; « Ayın aynası » (le miroir du mois), *Öğretmen Dünyası*, n°8, août 1980, pp. 31-32.

⁵¹ Le 4 mai 1980, les représentants étudiants du Lycée professionnel de Malatya dénoncent les faveurs dont bénéficient les lycéens sunnites depuis que le nouveau directeur, connu pour sa proximité avec les associations idéalistes locales, est entré en fonction. Le 24 juillet, ce sont les étudiants de l'École supérieure professionnelle (*Meslek Yüksek Okulu*) qui dénoncent le fait que les étudiants idéalistes ont reçu les sujets des examens avant les épreuves, et que tous les individus identifiés comme membres des associations étudiantes de gauche et d'extrême gauche ont vu la mention « tricherie » inscrite sur leur copie. « Ayın aynası » (le miroir du mois), *Öğretmen Dünyası*, n°5, 6, 8, art. cit.

les périodes de gouvernement AP ou de Front nationaliste, beaucoup de ces campagnes communes visent à soutenir les membres d'associations victimes des activités de pénétration mises en œuvre par les partis de gouvernement. A chaque fois, il s'agit de dénoncer le fascisme du gouvernement de Front nationaliste tout en exprimant des revendications sectorielles ou en soutenant les mouvements animés par d'autres organisations. Ainsi, quand le préfet d'Ankara parvient à faire fermer Töb-Der, Tüm-Der et TÜTED, trois associations de fonctionnaires de gauche, le 7 février 1977, une campagne de soutien à ces associations est animée par les organisations étudiantes et la confédération syndicale révolutionnaire DİSK. Le CHP, sans doute soucieux de préserver les soutiens électoraux qu'il trouve dans ces associations, réclame leur réouverture, alors que le gouvernement de Front nationaliste accueille favorablement la décision du préfet⁵². Toutes les organisations mobilisées critiquent alors la « fascisation » de la fonction publique menée par le gouvernement, ainsi que le travail de sape mené à l'encontre des organisations « progressistes ».

Il ne semble pas que ce décloisonnement des logiques sectorielles s'accompagne d'une « évasion des calculs », ou d'une perte des capacités tactiques des acteurs. Au contraire, seule l'observation des activités tactiques permet de comprendre l'entrée en cohérence des mobilisations et la désépécification des jeux et des enjeux sectoriels. Nous l'avons vu, ces dernières sont directement liées aux activités de mobilisation de ressources du système d'action idéaliste. Elles résultent de « coups » joués par les idéalistes afin de diversifier leurs sites d'implantation et multiplier leurs possibilités d'accès aux ressources publiques. Par ailleurs, l'entrée en cohérence des mobilisations animées par les organisations d'extrême gauche ne peut pas non plus être appréhendée comme le résultat d'une perte de capacité tactique des acteurs sociaux. La participation à des campagnes initiées dans d'autres secteurs correspond toujours à une volonté de modifier des rapports de forces locaux. Elle donne l'occasion de dénoncer le sort similaire subi localement (difficultés d'accès à l'emploi, marginalisations, etc.), de publiciser et d'universaliser des revendications sectorielles (ayant trait aux rémunérations ou au déroulement de la carrière par exemple), en relayant, en s'appropriant et en transformant des revendications formulées par des organisations victimes du même traitement dans d'autres secteurs.

La volonté du Mouvement nationaliste d'étendre son influence dans les institutions publiques aboutit à la multiplication des sites de confrontation, à la bipolarisation des espaces de concurrence et à l'entrée en cohérence des mobilisations. C'est en ce sens qu'on peut considérer que les activités de captation des ressources de l'État déployées par le Mouvement nationaliste ne lui donnent pas uniquement un avantage au jeu. Elles lui confèrent une influence sur le déroulement de l'échange de coups avec l'extrême gauche. Il acquiert la maîtrise du rythme et des modalités de l'interaction⁵³. On peut alors considérer que l'activité du MHP place ses concurrents dans une situation d'« interdépendance tactique élargie »⁵⁴,

⁵² « Töb-Der, Tüm-Der ve TÜTED süresiz kapatıldı » (Töb-Der, Tüm-Der et TÜTED ferment pour une durée indéterminée), *Milliyet*, 8 février 1977, pp. 1, 10.

⁵³ Cette nouvelle configuration correspond alors à celle, modélisée par Norbert Elias, d'un jeu à deux participants dont le premier bénéficie d'une supériorité sur le second, et dans laquelle « la supériorité de A au jeu ne lui assure pas seulement une emprise sur son adversaire ; elle lui assure [...] une grande maîtrise sur le jeu proprement dit. Il peut diriger, sinon absolument, du moins en grande partie, le déroulement du jeu dans son ensemble – ce que l'on peut appeler « processus du jeu » ou « processus relationnel » - et déterminer ainsi le résultat du jeu », Elias (N.), *Qu'est-ce que la sociologie ?*, Paris, Fayard, coll. Pocket Agora, 1993p. 94.

⁵⁴ L'interdépendance tactique élargie est définie par Michel Dobry comme le « passage d'une forme routinisée et, surtout, locale d'interdépendance des acteurs à l'intérieur d'un secteur particulier (forme d'interdépendance dans laquelle l'efficacité ou la valeur des ressources et lignes d'action à la disposition des divers acteurs est garantie par le cloisonnement relatif des secteurs les uns par rapport aux autres) à une forme d'interdépendance élargie qui tend à confronter directement les diverses ressources et lignes d'action, cloisonnées jusque-là, et à

dans laquelle le système d'action idéaliste peut user de sa multipositionnalité et de la forte coordination de ses éléments pour prendre le dessus sur son concurrent direct.

La diffusion de la violence comme modalité routinière d'interaction politique

La continuité des activités conventionnelles et non-conventionnelles au Mouvement nationaliste

Ce qu'on a identifié comme une modification des règles des jeux politiques se caractérise également par la transformation des modalités d'action politique et d'accès aux ressources, identifiable dans la façon dont les illégalismes et l'usage irrégulier de la violence deviennent « des leviers d'accumulation de ressources économiques et politiques, de contrôle social et territorial, [...] des instruments d'exercice du pouvoir »⁵⁵. Violence et illégalismes s'épanouissent dans les interstices qu'offre la faiblesse des moyens de l'État, mais ces activités ne se réalisent pas « malgré » l'État, puisqu'elles se pérennisent grâce aux contacts dont les groupes disposent dans son appareil. Si les institutions publiques semblent hors-jeu en tant qu'acteurs autonomes, les rapports de force qu'elles abritent sont déterminants. Les formes, les rythmes et l'intensité des activités de violence s'articulent aux rapports de forces entre les réseaux coalitionnels idéalistes et ceux de l'extrême gauche dans les arènes situées aux différents niveaux de l'action publique (des arènes municipales aux arènes nationales). Cependant, alors que les activités de violence mises en œuvre par les organisations d'extrême gauche sont en quelque sorte séparées des autres activités des groupes, peu organisées, et mobilisées par des groupes autonomisés des organisations mères ou des militants désireux d'en découdre avec les idéalistes, on constate une continuité entre les activités de violence et les autres, plus conventionnelles, mises en œuvre par les idéalistes. Ainsi, c'est grâce aux relations collusives entretenues avec les protagonistes des arènes officielles que se développent ces activités : le niveau de violence n'est jamais aussi élevé que quand le système d'action idéaliste bénéficie de soutiens dans l'administration, dans des zones où il est politiquement minoritaire. C'est quand le MHP a accès aux pratiques de nomination dans la fonction publique que les sections idéalistes locales passent le plus souvent à l'action – les soutiens qu'elles trouvent auprès des organes déconcentrés de l'État leur permettant de tenir tête aux municipalités de gauche. Et c'est la possibilité que trouvent les sections du Mouvement nationaliste de combiner la mobilisation de ressources locales et centrales qui leur permet d'user de modalités illégales et violentes d'accumulation. L'asymétrie de ressources observée entre les deux systèmes d'action intervient une fois de plus dans les opportunités dont ils bénéficient, puisque c'est la coordination des sous-unités du Mouvement nationaliste et les positions occupées par le MHP dans les arènes centrales qui permettent aux idéalistes d'imposer localement la violence comme ressource mobilisable dans la compétition politique, syndicale ou économique.

Intensification et diffusion de l'usage de la force: l'effet surgénérateur de l'usage de la violence sur les processus de crise

Au niveau local, la constitution de milices, ou d'unités spécialisées dans le travail de violence permet notamment d'obtenir le départ de populations connues pour le soutien électoral qu'elles apportent au camp opposé (c'est ce qui se passe dans les villes de Kahramanmaraş, à

déterminer dans cette confrontation leur efficacité ou « valeur », Dobry, Michel, *Sociologie des crises politiques*, *op. cit.*, pp. 160-161.

⁵⁵ Briquet (J-L.), Favarel-Garrigues (G.), « Introduction. Milieux criminels et pouvoir politique », in Briquet (J-L.), Favarel-Garrigues (G.) dir., *Milieux criminels et pouvoir politique. Les ressorts illicites de l'État*, Paris, Karthala, 2008, pp. 11-12.

Çorum ou Malatya, lorsque les milices idéalistes s'attaquent aux populations aléviées réputées pour soutenir les groupes extra-parlementaires d'extrême gauche et voter massivement pour le CHP de centre gauche). Les unités mises en place dans la plupart des grandes villes du pays se chargent d'éliminer les responsables locaux des organisations adverses. Les attentats et fusillades à l'aveugle visent à intimider, et à briser la mobilisation de l'autre camp quand ils sont perpétrés dans des endroits réputés pour être des lieux de rassemblement, tels les cafés, salons de thé, librairies, locaux de partis ou d'associations, bâtiments des facultés et foyers universitaires dans lesquels l'adversaire est en position de force. En période d'accès aux activités de captation des ressources et des positions étatiques, grâce aux soutiens qu'elles rencontrent auprès des membres des administrations provinciales, et selon les configurations locales, les sections du parti et des associations idéalistes trouvent donc l'opportunité de mettre en œuvre des activités de violence physique afin de faire évoluer les rapports de forces sectoriels (politiques, syndicaux, économiques) et locaux. Les initiatives locales des militants idéalistes en matière d'activités armées bénéficient alors du soutien du préfet ou du sous-préfet de province, de commissaires de police, ou de fonctionnaires du rang. Quand des obstacles se dressent à leurs activités politiques, les sections locales du Mouvement idéaliste peuvent alors militariser leurs répertoires d'action, assurées que des représentants du parti, élus ou fonctionnaires, interviendront en leur faveur auprès des autorités compétentes en cas d'imprévu. Ainsi, lorsqu'Abdullah Çatlı⁵⁶, alors numéro deux de l'organisation de jeunesse idéaliste, est arrêté en 1978 après l'assassinat de sept membres d'un parti d'extrême gauche à Ankara, il est rapidement libéré et obtient de faux papiers par l'entremise de fonctionnaires haut placés⁵⁷.

Chez les idéalistes, la violence s'intègre donc à une tactique plus large d'accès aux ressources. La forte coordination de son système d'action permet au MHP de se servir de la menace que font peser les milices ou les groupes idéalistes militarisés comme ressource dans les négociations qu'il mène pour l'accès aux activités de captation⁵⁸. Lorsqu'un gouvernement minoritaire AP se forme en novembre 1979, le MHP négocie des positions dans l'appareil d'État en échange de son soutien conditionnel au gouvernement depuis l'assemblée. L'AP semble également lui accorder une influence dans l'État afin de ne pas avoir à subir les conséquences d'une nouvelle vague de violence, qu'avait dû supporter le gouvernement

⁵⁶ Abdullah Çatlı apparaît d'abord dans les organes légaux des Foyers de l'idéal puis devient l'un des principaux organisateurs des activités de violence du Mouvement nationaliste à Ankara. Il est mêlé à l'attentat contre le pape à Rome en 1981. Il aurait ainsi fourni l'arme utilisée par son auteur, Mehmet Ali Ağça, également membre du MHP, qu'il avait auparavant aidé à s'évader de la prison où il purgeait une peine pour avoir assassiné en 1979 le rédacteur en chef du grand quotidien *Milliyet*. Pendant les années 1980, il est incarcéré en France, puis en Suisse pour trafic d'héroïne avant de s'évader en 1990. Il est ensuite recherché par Interpol jusqu'au 3 novembre 1996, date à laquelle il périt dans un accident de voiture, dans la ville de Susurluk. Cet événement fera date dans l'histoire récente de la Turquie, puisque il permet d'attester les collusions existantes entre milieux criminels et secteurs étatiques. Le corps de Çatlı est retrouvé en compagnie de celui de sa compagne, mais également de celui d'Hüseyin Kocadağ, un haut responsable de la police, directeur de l'école de police d'Istanbul, et de Sedat Bucak, seul survivant de l'accident, chef d'une des plus puissantes tribus de la province d'Urfa, proche du président de la République Süleyman Demirel et député d'Urfa du DYP, parti au pouvoir au moment de l'accident.

⁵⁷ Elise Massicard indique que se dessinent alors « des collusions entre fonctionnaires – y compris de sécurité – et militants ayant recours à la force, collusions fondées sur des proximités politiques, en particulier de droite ». Massicard E., « Les bandes 'en uniforme' en Turquie », in Favarel-Garrigues G., Briquet J-L. (dirs.), *Milieux criminels et pouvoir politique. Les ressorts illicites de l'État*, op. cit., p. 74.

⁵⁸ Ainsi que le notent Jean-Louis Briquet et Gilles Favarel-Garrigues, « la détention d'un savoir-faire dans l'usage de la violence constitue dans nombre de ces cas une ressource intervenant dans la négociation avec les pouvoirs publics », Briquet, Jean-Louis, Favarel-Garrigues, Gilles, « Introduction. Milieux criminels et pouvoir politique », in Briquet, Jean-Louis, Favarel-Garrigues, Gilles, *Milieux criminels et pouvoir politique. Les ressorts illicites de l'État*, op. cit., pp. 11-12.

précèdent lors de son entrée en fonction. Le MHP peut alors se servir des activités de violence des sections militarisées de son système d'action pour accéder à l'occupation de positions dans l'administration. Ces activités lui confèrent ainsi des ressources de violence lui permettant de faire peser sur le gouvernement la menace d'une intensification du conflit si l'accès à la captation ne lui est pas reconnu. L'intensification et la généralisation de l'usage de la violence sont donc porteuses d'effets de rétroaction, puisqu'elles fonctionnent comme des mécanismes surgénérateurs des activités de captation et de la désobjectivation de l'État.

A partir de 1979 s'opère une généralisation de l'usage de la violence comme modalité d'action politique. Face aux exactions du MHP, l'extrême gauche se militarise, et des groupes extérieurs aux deux systèmes d'action s'arment afin de se défendre ou de prendre part, eux aussi, à la captation et à la redistribution des ressources étatiques. D'autres, affiliés aux partis politiques modérés, mettent en place des formations aux sports de combat et des unités destinées à tenir tête aux sections idéalistes ou d'extrême gauche les menacent dans les arènes locales. C'est le cas de l'Association des *Akıncılar* (*Akıncılar Derneği*), dont les membres sont généralement affiliés au MSP d'Erbakan, qui met en place à partir de 1979 une trentaine de camps de formation à l'action armée, notamment à Kayseri⁵⁹, afin de former « les frères de religion aux fonctions qu'ils prendront dans la lutte difficile qui se prépare »⁶⁰. Cette diffusion de la violence doit alors être analysée comme le signe d'une modification généralisée des règles des jeux politiques, les groupes politiques tendant à intégrer ce mode d'action à leurs interactions. A la fin de la décennie, mobilisations, captations et violence deviennent les trois piliers de l'action politique des systèmes d'action idéalistes et d'extrême gauche, mais aussi d'un nombre croissant d'acteurs, certains partis et groupes modérés reproduisant ces pratiques afin d'accéder aux ressources ou pour garder la main sur celles qu'ils contrôlent. Mais c'est le MHP qui apparaît comme l'initiateur et le principal bénéficiaire de ce processus jusqu'à l'intervention militaire du 12 septembre 1980, grâce à l'innovation tactique que représente la combinaison des mobilisations (politiques, sociales et électorales), des captations et de l'usage de la violence, qui constitue ce qu'on peut identifier comme sa stratégie générale d'accès au pouvoir.

Conclusion

La configuration sociopolitique turque de la seconde partie des années 1970, couramment assimilée à une crise généralisée, se caractérise par la cooccurrence de deux processus distincts, la modification des règles des jeux politiques et celle des règles des jeux étatiques. Ces processus sont liés, puisque ce sont les activités de captation des ressources étatiques mises en œuvre par le MHP qui provoquent la désobjectivation de l'État et la multisectorisation des mobilisations, lui permettant d'intensifier l'usage de la violence physique comme mode d'accès aux ressources. L'analyse a montré l'importance de l'observation des initiatives idéalistes dans la réalisation de ces processus, le Mouvement nationaliste parvenant, grâce à ses ressources et ses positions, à imposer les modes d'action, le rythme et les sites du conflit à ses concurrents. Les différentes lignes d'action idéalistes, qu'on peut résumer par le triptyque participation électorale – captation des ressources publiques – violence armée, servent donc autant sa tactique d'accès au pouvoir qu'elles intensifient les processus de crise.

Le cas turc permet alors de progresser dans la compréhension des situations de crise caractérisées par la perte de capacité de l'État à exercer ses monopoles de violence physique

⁵⁹ Yalçın (S.), « Kayseri'de silahlı bir Akıncı Gençlik kampı hikayesi », *Hürriyet*, 2 septembre 1980.

⁶⁰ *Ibid.*

et symbolique légitimes. En considérant que la crise turque rassemble deux processus liés, le changement des règles des jeux étatiques et celui des règles des jeux politiques, nous avons pu montrer que la transformation des propriétés structurelles de ces jeux résulte des activités tactiques de certains de leurs protagonistes. Elles sont plus précisément, ainsi que le notait Anthony Giddens, « à la fois des conditions et des résultats des activités accomplies par les agents »⁶¹. Ainsi, le Mouvement nationaliste, qui, par ses positions, ses ressources et ses modes d'action, tient un rôle déterminant dans le déclenchement et l'intensification des processus de crise, reproduit des activités de pénétration de l'État et de captation de ses ressources tout à fait banales pour les partis de gouvernement en Turquie. Mais son innovation réside dans le fait de se servir des positions étatiques acquises pour diffuser le conflit et le radicaliser par l'usage de modes d'action violents. La compréhension des configurations socio-historiques proches de celles de la Turquie des années 1970 semble donc avoir tout à gagner à analyser comment les pratiques des agents participent à l'actualisation des règles formelles et informelles des jeux sociaux, ceci sans pour autant souscrire à une vision stratégeste et intentionnaliste des tactiques mises en œuvre par les agents, mais en prêtant attention à la façon dont leurs ressources, leurs positions et les contraintes qu'ils rencontrent façonnent les opportunités tactiques dont ils peuvent se saisir.

Dans le cas turc, ce sont les scores électoraux du MHP qui l'autorisent à investir l'État, ce qui lui permet, en retour, d'élargir ses positions électorales (en multipliant ses clientèles grâce à la redistribution de ressources publiques, ou en centralisant des informations utiles dans la lutte électorale, etc.). C'est également grâce aux positions qu'il détient dans l'État qu'il peut faire de la violence un mode d'accès aux ressources. Enfin, cet usage de la violence lui permet de forcer l'accès à des positions de pouvoir en se voyant reconnaître comme partenaire, ou comme interlocuteur obligé des pouvoirs publics. C'est cette innovation tactique du Mouvement nationaliste qui s'avère tout à fait déterminante dans l'intensification des processus de crise, puisqu'elle s'impose à ses concurrents comme mode d'interaction, dans un contexte de délitement des monopoles étatiques. En outre, la diffusion de la violence comme modalité de l'action politique est porteuse d'effets de rétroaction (*feedback*) puisqu'elle intensifie les mécanismes qui avaient permis son activation en accélérant la désobjectivation de l'État qui, dans la perception qu'en ont les acteurs sociaux à la veille de l'intervention militaire du 12 septembre 1980, semble avoir perdu toute autonomie et toute fonctionnalité.

⁶¹ Giddens (A.), *La constitution de la société*, op. cit., p. 15.